

Marseille, le 14 mai 2019

COMMUNIQUE DE PRESSE

de

Jean-Marc COPPOLA, Conseiller Municipal de Marseille

Christian PELLICANI, Conseiller Métropolitain, Conseiller d'Arrondissements 1/7

HABITAT INDIGNE A MARSEILLE L'URGENCE D'UN AUDIT !

Le 6 novembre 2018, au lendemain du drame de la rue d'Aubagne qui a vu la disparition de 8 personnes sous les décombres de deux immeubles, le Ministre de l'Intérieur, Christophe CASTANER, avait promis un **«audit de l'Habitat Indigne»**.

Etait-ce une déclaration à l'emporte pièce du ministre habitué aux « sorties » intempestives ?

Toujours est-il que c'est un engagement annoncé, et largement repris par les médias, au nom de l'Etat, de faire effectuer par les Collectivités un audit de l'Habitat Indigne à Marseille, c'est à dire un diagnostic **«immeuble par immeuble»** pour aboutir à **«un programme ambitieux de préservation des conditions de sécurité, avant d'envisager les aménagements nécessaires»**.

Plus de six mois après cette tragédie, et alors qu'une pétition pour soutenir la « Charte du relogement à Marseille » a recueilli plus de 10 000 signatures en quelques jours, **un audit de l'habitat indigne est nécessaire, urgent et indispensable pour agir efficacement en direction des familles concernées.**

Or, à ce jour, aucune action n'a été engagée, aucun appel d'offre pour réaliser cet audit n'a été lancé de la part de la Métropole, ce qui nous conforte dans la critique que nous émettons sur l'inaction de la Ville et de la Métropole sur l'habitat indigne.

Il est certain que cet audit risque de renforcer les responsabilités passées des élus en charge de la gestion de la Ville et de la Métropole, alors que nous savons déjà que l'habitat indigne à Marseille toucherait près de 6 000 propriétés identifiées comme fragiles soit près de 44 400 logements, généralement dans les quartiers les plus populaires et menace la santé et la sécurité de 100 000 habitants de la ville.

En conséquence, nous demandons instamment à la Présidente de la Métropole d'engager l'appel d'offre nécessaire à l'audit annoncé en prenant les décisions réglementaires nécessaires.

Les conditions de vie et de santé de milliers de Marseillaises et de Marseillais sont en jeu.

Élus Front de Gauche